



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture

## ATELIER DE CLÔTURE DU PROJET

# «Sécurité alimentaire : une agriculture adaptée» (SAGA)

22-24 mars 2023

Siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

ROME, Italie

*Un partenariat technique et financier avec*

**Québec** 



## SOMMAIRE

RÉSUMÉ EXÉCUTIF .....	4
RÉSUMÉ DE DISCUSSIONS.....	7
Jour 1: Présentation des résultats et discussions sur les initiatives d'adaptation du projet SAGA.....	7
Jour 2: Priorités nationales, échanges constructifs et approches de la FAO.....	11
Jour 3 : Propositions pour SAGA 2 et Annonce des Gagnants de la Compétition Posters SAGA .....	15
CONCLUSIONS .....	20
ANNEXE I : PROGRAMME DE L'ATELIER .....	22
ANNEXE II : LISTE DES PARTICIPANTS .....	30

# RÉSUMÉ EXÉCUTIF

## Introduction

Depuis 2018, le projet «Sécurité alimentaire: une agriculture adaptée» (SAGA) soutient les efforts de deux pays francophones, le Sénégal et Haïti, dans la mise en œuvre du volet adaptation de leurs contributions déterminées au niveau national (CDN) et l'intégration de l'agriculture dans le processus des plans nationaux d'adaptation (PNA). Rendu possible grâce à un partenariat technique et financier avec le gouvernement du Québec, ce projet de la FAO vise à renforcer la résilience aux changements climatiques des secteurs agricoles et des populations de ces deux pays francophones en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

L'intervention du projet SAGA en Haïti et au Sénégal a désormais atteint sa phase finale de mise en œuvre. L'atelier de clôture du projet, organisé par la FAO, s'est tenu à Rome, en Italie, du 22 au 24 mars 2023, dans la salle Plénière-King Faisal au siège de la FAO. Cet atelier a réuni les représentant(e)s des organisations partenaires du projet afin de présenter les résultats phares, partager les expériences et échanger sur les leçons apprises. Il a également fourni une plateforme pour discuter des orientations de la phase 2 du projet, qui débutera à la mi-2023 et se poursuivra pendant trois ans en Haïti, au Sénégal, ainsi qu'en Côte d'Ivoire. Les objectifs étaient les suivants :

- Discuter des principaux résultats et leçons apprises des interventions du projet SAGA;
  - Analyser les réalisations significatives en matière de sécurité alimentaire et de résilience aux changements climatiques dans les secteurs agricoles des pays bénéficiaires, notamment au Sénégal et en Haïti.
  - Identifier les bonnes pratiques, les succès et les défis rencontrés tout au long de la mise en œuvre du projet SAGA.
  - Évaluer l'impact des interventions du projet sur les populations locales, en mettant l'accent sur la sécurité alimentaire et la nutrition.
- Présenter et valider les résultats préliminaires de l'évaluation finale du projet;
  - Présenter la méthodologie utilisée pour l'évaluation finale du projet SAGA.
  - Examiner les indicateurs de performance et les critères d'évaluation utilisés pour mesurer l'efficacité et l'impact du projet.
  - Discuter des résultats préliminaires de l'évaluation, y compris les points forts et les domaines nécessitant des améliorations.
- Dégager des recommandations sur la formulation de la phase 2 du projet (SAGA 2).
  - Identifier les priorités et les besoins spécifiques des pays bénéficiaires pour la prochaine phase du projet.
  - Formuler des recommandations pour renforcer les actions d'adaptation aux changements climatiques dans les secteurs agricoles, en mettant l'accent sur l'intégration des connaissances locales et la participation des communautés et intégrant la Côte d'Ivoire dans les discussions.
  - Développer un cadre stratégique pour la phase 2 du projet, en définissant les objectifs, les activités et les indicateurs de performance.

L'événement a accueilli un total de 44 participants (voir détail en annexe II).

Le présent document vise à rappeler et synthétiser les principaux éléments qui sont ressortis des discussions lors de l'atelier final. Il fournira un aperçu des résultats, des leçons apprises et des recommandations clés pour la phase 2 du projet SAGA. Une restitution plus précise des échanges est

disponible dans le document et sur le site web SAGA, ainsi que les présentations des intervenants et les rendus des différents groupes de travail.

### **Synthèse de la 1ère journée**

La première journée de l'atelier final du projet SAGA a laissé place à des échanges entre les différents acteurs et intervenants du projet afin d'identifier les principaux résultats de la première phase du projet SAGA.

Le projet a été reconnu pour son cadre de partenariat innovant entre le gouvernement du Québec, les partenaires internationaux, et les partenaires locaux. La participation inclusive des différents groupes et acteurs a permis, entre autres, un renforcement des capacités d'adaptation des petits agricultrices et agriculteurs, une meilleure prise en compte des savoirs locaux, une gouvernance plus inclusive, la sécurisation des périmètres maraîchers ou encore un changement notable dans l'intégration et l'autonomisation des femmes. Le projet SAGA, par son approche multi-acteurs, a également démontré l'importance de la participation des communautés dans les processus nationaux de planification de l'adaptation, à la fois pour la prise en compte des besoins réels des groupes impliqués, mais aussi pour la durabilité et la mise à l'échelle des activités. L'atelier a également permis de rappeler l'importance de l'accent mis sur la recherche appliquée pour identifier les solutions adaptées aux besoins des communautés locales et à leurs contextes, bien que des progrès pourraient être faits dans la vulgarisation de ces recherches auprès des décideurs politiques.

La première journée de l'atelier a finalement été l'occasion de donner la parole aux évaluateurs du projet, afin qu'ils puissent présenter la méthodologie de l'évaluation, ses outils et ses limites, ainsi que les constatations préliminaires et les enseignements tirés sur la mise en œuvre de la première phase. Sur la base de ces constatations préliminaires, les participants ont été invités à réfléchir à une série de recommandations possibles en vue de la phase 2 du projet. La restitution des discussions a eu lieu lors de la troisième journée.

### **Synthèse de la 2ème journée**

La deuxième journée a tout d'abord été l'occasion pour les représentants des acteurs nationaux de présenter en quoi le projet SAGA avait contribué à la mise en œuvre des priorités nationales en matière d'adaptation. La discussion a ensuite souligné l'importance de disposer de capacités de collecte et d'analyse de données pour la prévision à très court terme (saison), si possible avec un maillage territorial le plus fin possible pour refléter chaque contexte.

Une série de présentations a ensuite permis d'élargir les perspectives des participantes et participants sur les questions de l'évaluation des performances de l'agroécologie, de l'apport des sciences comportementales dans la conduite du changement, sur le nexus agriculture-climat-eau-énergie-biodiversité, et sur la plateforme mondiale des Champs-écoles de producteurs.

En vue de la préparation du cadre logique, les participants ont finalement été invités à se réunir en groupe de travail afin de formuler des résultats, activités et indicateurs pour la phase 2 du projet dans chacune des composantes (voir détail dans le document).

### **Synthèse de la 3ème journée**

La troisième journée a permis de revenir plus longtemps sur le sujet de l'évaluation de la phase 1 du projet, et les pistes d'amélioration pour la seconde phase.

Le principal sujet de discussion a porté sur les opportunités de synergies entre les acteurs, et les différents types d'acteurs. Cela porte en priorité sur l'identification et le partage des approches et pratiques qui ont été pertinentes lors de la phase 1, afin de les renforcer voire de les étendre dans la phase 2. Il a par exemple été fait mention de la pertinence d'avoir intégré une approche genre dans les Champs-écoles des producteurs, ou encore pour certains partenaires d'avoir pu bénéficier de l'implication des antennes régionales des ministères (ou autres services déconcentrés) ainsi que de celle des élus locaux. Il a été rappelé, à de nombreuses reprises, de documenter l'ensemble des bonnes pratiques mais également de faire état de ces approches qui pourraient être bénéfiques pour l'ensemble des acteurs. En conclusion, il a été proposé de réfléchir à la pertinence et aux modalités éventuelles de communication interne entre les acteurs, notamment de différents types.

## **Conclusions**

Le projet SAGA repose sur une approche multi-acteurs et il était important que la diversité de ce partenariat soit représentée durant ces 3 journées d'atelier. Les échanges ont été fondamentaux pour faire le bilan de la phase 1 de SAGA, et pour poser les bases les plus solides possibles pour le cadre de partenariat dans SAGA 2. L'une des leçons apprises qui a aidé à éclairer le débat était la capacité de tous les acteurs à s'adapter. Il fallait en effet s'adapter au cadre du projet proposé par SAGA tout en proposant les activités les plus pertinentes à leurs capacités, ou à leurs besoins, mais aussi à trouver des solutions innovantes pour s'adapter aux contextes locaux, ou même global, pour faire face notamment aux restrictions dues à la pandémie du Covid-19.

Le projet SAGA a aussi contribué à faire évoluer certaines mentalités en faisant la promotion de l'autonomisation des femmes, les démarches participatives par la base, l'importance des secteurs agricoles dans l'adaptation aux changements climatiques, entre autres. Les discussions ont apporté plusieurs éclairages préliminaires sur le projet, ses résultats, mais aussi certaines limites. Certaines actions à poursuivre ou à renforcer ont été identifiées: l'accès à des données fiables et leur applicabilité sur le terrain, la vulgarisation de la recherche pour qu'elle puisse être traduite en mesures politiques concrètes, le renforcement des capacités, l'accès à la finance, le besoin de renforcer plus encore les espaces de dialogue et de concertation, un besoin de renforcer la capitalisation et l'ancrage.

La phase 2 devra donc capitaliser sur les acquis de la première pour apporter encore plus de changements positifs pour tous, incluant les jeunes. La question de l'autonomisation jouera aussi un rôle clé, pour les femmes certes, les communautés, mais aussi les partenaires de SAGA sur le terrain, pour qu'ils puissent agir le plus rapidement de manière indépendante et pérenne au-delà de la période de mise en œuvre du projet. L'élaboration de la phase 2 construira ainsi sur les résultats de ces trois jours d'échange, sur la valeur ajoutée et les forces de SAGA, afin d'avoir de conserver des attentes raisonnables par rapport aux résultats qui peuvent être apportés. SAGA 2 est un projet aux ressources définies: 5 millions USD, 3 pays, la Côte d'Ivoire, Haïti, le Sénégal, et une diversité d'acteurs et de perspectives.

## RÉSUMÉ DE DISCUSSIONS

### Jour 1: Présentation des résultats et discussions sur les initiatives d'adaptation du projet SAGA

#### **Session d'ouverture**

Le premier jour du projet "Sécurité Alimentaire: une agriculture adaptée (SAGA)" s'est tenu le mercredi 22 mars 2023 au siège de la FAO à Rome, en Italie. Cet atelier de clôture avait pour objectif de présenter les principaux résultats et les leçons apprises des interventions du projet SAGA, de valider les résultats préliminaires de l'évaluation finale du projet et de formuler des recommandations pour la phase 2 du projet (SAGA 2).

L'événement a débuté par les mots d'ouverture de M. Martial Bernoux, coordinateur du projet SAGA, qui a souligné le partenariat novateur du projet et l'occasion de faire le bilan des réalisations du projet et de se préparer pour la prochaine phase. M. Zitouni Ould-Dada, Directeur adjoint, Bureau du changement climatique, de la biodiversité et de l'environnement (OCB) de la FAO, a mis l'accent sur l'importance des systèmes agricoles dans la lutte contre le changement climatique et la nécessité de soutenir les pays les plus touchés par les effets du changement climatique pour s'adapter dans le secteur agricole.

Le gouvernement canadien par les mots de M. Martien De-Groot, Représentant permanent adjoint du Canada auprès de la FAO à Rome, a reconnu le succès du projet SAGA dans l'adaptation aux changements climatiques et a souligné l'importance de la collaboration multipartite et du plaidoyer pour sensibiliser les décideurs et le public.

Les représentants des gouvernements de la Côte d'Ivoire et du Sénégal – respectivement, Mme Jeannine Kouassi, Directrice de la planification, de la programmation et du financement, ministère de l'Agriculture et du Développement Rural de la Côte d'Ivoire et M. Boubacar Dramé, Conseiller technique, ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural et de la Souveraineté alimentaire du Sénégal, – ont exprimé leur soutien au projet SAGA et sa conformité avec les priorités nationales. Ils ont souligné l'importance de l'autonomisation des femmes, de la résilience des petits agriculteurs et de la durabilité dans la mise en œuvre des engagements climatiques de leurs pays respectifs. M. Bernard Denault, Directeur des organisations et forums internationaux au ministère des Relations Internationales et de la Francophonie du Québec, a souligné le succès du projet pilote SAGA grâce à des approches et des collaborations innovantes, avec une gratitude envers les partenaires et la FAO pour leur soutien. Il a également remercié le gouvernement du Québec, la FAO et le gouvernement du Canada pour leur précieux partenariat et soutien tout au long du développement du projet SAGA, qui a impliqué des échanges de formation jusqu'à sa réalisation.

M. Bernoux a présenté une vue d'ensemble complète du projet SAGA, en mettant en évidence ses origines, ses objectifs, son approche, ses défis et ses réalisations remarquables. Il a également souligné le rôle de la société civile dans les actions du projet et la visibilité du projet.

#### **Session d'introduction**

Après une brève introduction des participants à l'atelier, la division en division en groupes de travail et quelques mots sur les objectifs, l'agenda et les aspects pratiques par Mme Awa Mbodj (OCB, FAO), ces derniers se sont dirigés vers la salle des drapeaux de la FAO pour la session de posters. Celle-ci comprenait à la fois une exposition de photos et des cartes illustrant le projet ainsi que ses différentes composantes et la présentation des posters par les partenaires de la mise en œuvre SAGA. Dès le premier jour de

l'Atelier, les participants et les partenaires ont été invités à partager leurs opinions et à voter en ligne pour leur poster SAGA préféré en vue de la remise du prix du meilleur poster lors du dernier jour (24 mars). Les participants ont ensuite pris part à des discussions et ateliers. L'exercice de groupe "recommandations sur mesure pour l'évaluation de SAGA" a permis aux participants de travailler ensemble divisée en groupes pour réfléchir aux recommandations spécifiques pour le projet à partir de différentes perspectives et approches des parties prenantes.

### **Session SAGA highlights**

Pendant le panel de discussion thématique avec les partenaires de mise en œuvre SAGA, animé par Mme. Ndèye Yacine Badiane Ndour (FAO Sénégal), les participants ont ensuite pris part à un exercice de groupe "recommandations sur mesure pour l'évaluation de SAGA" qui a permis aux participants de travailler ensemble pour réfléchir aux recommandations spécifiques pour le projet, en prenant en compte différentes perspectives et approches des parties prenantes en panels. Les discussions ont abordé plusieurs sujets importants.

#### *Panel 1. Aborder les questions de genre dans les systèmes agroalimentaires*

Lors du Panel 1 sur l'intégration du genre dans les systèmes agroalimentaires, les organisations participantes (Carrefour International & APROFES; SOCODEVI & Cac-Miel; Mer et Monde; CECI Sénégal & FAFD) ont été invitées à partager comment elles ont intégré l'approche genre dans leurs territoires de compétence, ainsi qu'à donner des exemples concrets. De plus, ils ont été interrogés sur les freins ou défis rencontrés lors de la mise en œuvre de leur initiative avec les groupements de femmes.

Les discussions ont abordé plusieurs sujets importants. La mise en place de stratégies de partenariat sur le terrain, axées sur la sensibilisation et le renforcement des capacités des femmes pour leur redynamisation dans la communauté, a été soulignée. Les interventions doivent être axées sur le genre pour renforcer la résilience au changement climatique et promouvoir l'égalité des sexes, en donnant une place importante aux femmes dans les ateliers de formation, dans les instances de décision et dans la filière de l'apiculture, où elles prennent de plus en plus de place. Il a également été mentionné la promotion de la masculinité positive à travers la sensibilisation et la formation des hommes, tout en mettant en avant l'importance du leadership féminin. L'utilisation du théâtre comme outil d'éducation pour aborder les questions de genre a été évoquée.

Les stratégies de partenariat et de collaboration avec les organisations locales ont été identifiées comme prioritaires dans le cadre du projet SAGA, avec un focus sur l'autonomisation socio-économique des femmes et leur participation active dans les activités de production, de leadership et d'entrepreneuriat. Les intervenants ont souligné l'importance de travailler avec des groupements de femmes analphabètes et de les convaincre de structurer leur groupement pour avoir accès à plus de projets et de crédits.

Le panel a enfin examiné comment éviter que les hommes prédominent dans les binômes homme-femme, et a abordé des questions concernant les stratégies utilisées dans l'approche participative pour les CEP, quel avait été le niveau de réceptivité, et s'il y avait eu des désistements ou un pourcentage d'échecs significatif (c'est-à-dire des gens qui n'ont pas adhéré à l'approche).

Des défis ont été identifiés, tels que l'organisation des Champs-écoles des producteurs (CEP) et le travail dans des zones conservatrices, telles que la région d'Oudalaye, Sénégal, où il a fallu convaincre les chefs religieux, les hommes et les maris pour pouvoir travailler dans cette zone, susciter l'intérêt des femmes pour des sujets tels que la production, la nutrition et la rentabilité, et les encourager à participer à des activités traditionnellement réservées aux hommes. Dans plusieurs cas, l'alphabétisation a constitué un obstacle, rendant difficile la recherche de femmes répondant aux critères pour devenir formatrices, ainsi



que leur éloignement du village pendant plusieurs jours. Il a été souligné l'importance de sécuriser les périmètres maraîchers, l'accès à l'eau et la mise en place de puits dans le bassin arachidier pour renforcer la confiance des participants et augmenté le nombre de champions. La nécessité de travailler en collaboration avec la communauté et les décideurs politiques a été soulignée pour assurer l'implication de tous les acteurs.

Pour éviter l'effet de communauté masculine/féminine, il est recommandé de séparer les binômes homme-femme dès le début du processus de sélection ou de formation. De plus, une approche de quartiers a été mise en place, comprenant des représentants hommes et femmes pour chaque quartier, ainsi qu'un animateur principal et deux représentants par zone chargés du jardin.

Une autre mesure adoptée a été la création d'un comité de gestion englobant des hommes, des femmes et des représentants de différentes religions, représentant tous les quartiers du village, contribuent également à valoriser et renforcer les capacités des acteurs locaux ainsi qu'à garantir leur représentativité. La sélection des participants a également pris en compte leur comportement envers les femmes.

### *Panel 2. Restaurer et préserver nos écosystèmes pour la sécurité alimentaire*

Lors du Panel 2 sur la restauration et la préservation des écosystèmes pour la sécurité alimentaire, les organisations intervenantes (UPA-DI & CNCR; SUCO Sénégal & GRAIM; SUCO Haïti; CECI Haïti) ont été invitées à partager comment elles ont réussi à engager l'ensemble des acteurs autour de leurs initiatives respectives. De plus, elles ont été sollicitées pour donner des conseils et des recommandations en vue de la durabilité et de la mise à l'échelle de leur approche/initiative.

Les partenaires ont répondu qu'il est essentiel de proposer des solutions réalistes et adaptées à chaque contexte, en prenant en compte les mesures d'adaptation locales et en valorisant la recherche et la connaissance endogène pour comprendre les communautés. Pour assurer la durabilité et la mise à l'échelle des approches/initiatives, plusieurs recommandations ont été avancées: mettre les initiatives dans un cadre plus large grâce aux partenariats avec les différents acteurs nationaux, adopter une approche participative pour répondre aux besoins réels des groupes impliqués et favoriser leur appropriation du sujet et cibler des promotrices/facilitatrices pour les accompagner, les former et démocratiser les connaissances et savoir-faire.

Les communautés doivent être intégrées dans les processus de planification pour garantir la durabilité et la mise à l'échelle des approches/initiatives. Les partenariats avec les communautés locales existantes doivent être utilisés pour sensibiliser et connecter les communautés avec les ressources nécessaires. Il est également essentiel d'impliquer les services techniques déconcentrés en leur fournissant formation et connaissances pour obtenir des résultats satisfaisants.

Lorsqu'il leur a été demandé s'ils avaient effectué des recherches sur les connaissances locales dans les zones d'intervention de leurs différents projets afin de connaître les pratiques ancestrales et les connaissances traditionnelles utilisées dans ces zones, CNCR a souligné que, les projets agroenvironnementaux doivent s'inscrire dans une dynamique existante ciblant les initiatives locales, tandis que l'APROFES a partagé que grâce aux CEP et à l'enquête de base, ils ont découvert de nombreuses pratiques déjà en place. Ainsi, ils ont conclu qu'il est donc impossible de mener un projet sans enquête de base pour définir les besoins et, éventuellement, le besoin d'un renforcement de capacités.

### *Panel 3. Scénarios d'adaptation et compromis*

Lors du Panel 3 sur les scénarios d'adaptation et les compromis, les organisations intervenantes (Institut sénégalais de Recherches agricoles ; Université Laval ; Université McGill ; Direction de l'Environnement et

des Établissements classés, Ministère de l'Environnement et du Développement durable et de la Transition écologique du Sénégal) ont été invitées à discuter des stratégies efficaces d'adaptation pour informer et outiller les décideurs politiques à moyen et long terme, ainsi que de leur opinion sur les stratégies proposées par les institutions de recherche. Ils ont également été invités à aborder les compromis possibles dans leurs domaines de recherche respectifs.

Dans la discussion qui a suivi, les participants se sont penchés sur différents sujets. L'agroforesterie a été présentée comme une solution pour s'adapter au changement climatique en protégeant les cultures et le bétail, tout en améliorant la santé des sols, mais elle doit être adaptée aux contextes sociaux, économiques et politiques des agriculteurs/trices. Dans cette perspective, la recherche appliquée et opérationnelle joue un rôle crucial pour trouver des solutions adaptées aux personnes les plus vulnérables. Cependant, il est essentiel de combler le fossé de communication entre les chercheurs et les décideurs politiques. Il est donc nécessaire de faciliter la relation entre les deux parties et d'intégrer les résultats de la recherche dans des outils accessibles aux décideurs à moyen terme.

La collaboration entre les producteurs, la recherche et le gouvernement est d'une importance capitale pour assurer que les politiques publiques soient adaptées aux situations locales et qu'elles reflètent les recherches effectuées. Afin de bien orienter les actions, il a été souligné qu'il est fondamental de développer des scénarios de modélisations en se basant sur les recherches de base locales pour calibrer les initiatives. Par ailleurs, l'établissement de synergies d'échanges entre les différentes zones du pays et entre les différents pays du projet SAGA est une démarche qui se révèle cruciale dans ce processus d'adaptation et de renforcement des connaissances.

### **Session sur l'évaluation**

La session sur l'évaluation, qui était la dernière du jour 1, a été divisée en deux parties. Dans la première partie, Mme. Nataschia Palmieri et M. Saboury Ndiaye, les évaluateurs, ont présenté l'évaluation finale et les conclusions préliminaires, ainsi que les constatations et les recommandations finales qui figureront dans le rapport d'évaluation prévu pour la fin d'avril. Les consultants ont exposé la méthodologie de l'évaluation, ses outils et ses limites, ainsi que les enseignements tirés de l'évaluation.

Dans la deuxième partie, Mme. Palmieri et M. Ndiaye ont animé un atelier sur les "recommandations sur mesure pour l'évaluation de SAGA". Les objectifs de cet exercice de groupe étaient expliqués et des orientations fournies. Les participants ont été répartis en 4 groupes, composés respectivement de représentants des institutions de recherche, de la société civile et des gouvernements. Cette partie a permis aux participants de réfléchir aux recommandations à partir de différentes perspectives et approches des parties prenantes, et d'amorcer la discussion sur leur mise en œuvre pour SAGA 2.

Les consultants ont expliqué que l'exercice du groupe prévu lors du workshop comprenne plusieurs étapes. Les participants auront l'occasion d'identifier des recommandations en se basant sur les résultats préliminaires présentés lors de la séance d'évaluation du projet SAGA phase 1. Ils tiendront compte des aspects à améliorer dans la phase 2 ou dans le futur, des questions opérationnelles, de la conceptualisation ou de la thématique de la phase 2. De plus, ils devront identifier les personnes ou organisations responsables de la mise en œuvre de ces recommandations, ainsi que les mesures et actions à entreprendre pour les concrétiser. Enfin, les participants évalueront les points critiques pour la mise en œuvre des recommandations et les implications budgétaires associées. Ils ont conclu en affirmant que cet atelier serait crucial pour préparer les prochaines étapes du projet SAGA 2.

## Jour 2: Priorités nationales, échanges constructifs et approches de la FAO

### **Session 1: Priorité des pays. Comment le projet SAGA a-t-il répondu à des priorités nationales en matière d'adaptation aux changements climatiques dans l'agriculture et quelles inflexions pour la phase 2.**

La réunion a débuté par une discussion approfondie sur les priorités des pays participants dans le cadre du projet SAGA. Les représentants du Sénégal, d'Haïti et de la Côte d'Ivoire ont exposé les priorités nationales en matière d'adaptation aux changements climatiques dans le secteur agricole. Les interventions de M. Dramé et M. Lamine Diatta du ministère de l'Environnement, du Développement durable et de la Transition écologique du Sénégal, ont mis en évidence les interventions et expériences réussies de SAGA dans leur pays, notamment l'élaboration de plans d'action régionaux pour l'adaptation et une approche participative des études de vulnérabilité. Jean Rival, consultant national et point focal pour SAGA en Haïti, a souligné l'importance de la gestion intégrée des ressources naturelles et des solutions basées sur la nature pour faire face aux défis du changement climatique. Mme. Jeannine Kouassi du ministère de l'Agriculture et du Développement Rural et M. Eric-Michel Assamoi du ministère de l'Environnement et du Développement durable de la Côte d'Ivoire ont mis en évidence l'adaptation du secteur agricole en Côte d'Ivoire face au changement climatique, en abordant le contexte, les défis, les mesures d'adaptation dans les secteurs prioritaires.

Les discussions qui ont suivi ont été riches en échanges constructifs. Les participants ont posé des questions pertinentes sur divers sujets, tels que la participation de la société civile lors d'événements internationaux comme la Conférence de Charm el-Cheikh de 2022 sur les changements climatiques (COP27), l'absence du parlement en Haïti et son impact sur le processus décisionnel, ainsi que la représentation insuffisante de l'agriculture dans les politiques en Côte d'Ivoire, malgré son importance en tant que contributeur de 25 percent au produit intérieur brut (PIB) et employeur de plus de la moitié de la population du pays. Les réponses apportées ont souligné l'importance de soutenir financièrement la participation de la société civile par le biais de projets et de programmes, plutôt que de dépendre uniquement des ministères. Pour Haïti, il a été mentionné que malgré l'absence du parlement, des entités de gestion des communes et des bureaux agricoles communaux jouent un rôle crucial dans la collecte de données et la prise de décision. Des discussions ont également porté sur la nécessité de collecter des données météorologiques précises pour améliorer la modélisation climatique et renforcer la résilience agricole.

Parmi les plusieurs sujets cruciaux pour l'adaptation au changement climatique, la réflexion sur la modélisation du climat sur 10-20 ans a été mise en avant, soulignant son utilité pour estimer les précipitations et guider les choix de semences. La gestion de l'eau et la prévision saisonnière ont également été identifiées comme des domaines de recherche nécessaires pour une meilleure adaptation. Il est primordial de transmettre ces problématiques au ministère afin d'assurer une prise de décision appropriée.

Une préoccupation majeure réside dans la répartition des précipitations pour l'adaptation agricole, avec un constat de manque de capacité pour suivre la pluviométrie en Haïti. Pour pallier ce manque de données, l'utilisation de données satellitaires a été suggérée. En parallèle, une communication climatique efficace est essentielle pour informer et sensibiliser les populations en Haïti.

Au Sénégal, une question importante a été soulevée concernant la mise en place d'un système de collecte de données météorologiques. La nécessité de projection à l'échelle de l'hectare pour une meilleure gestion agricole a également été soulignée. Encourager la mise en place de stations météorologiques a été identifié comme un moyen d'améliorer la collecte de données et la prise de décision. La variabilité annuelle des profils d'hivernage a été identifiée comme un enjeu crucial pour les décisions agricoles. À cet égard, les limitations d'AGRIMED ont été notées, soulignant le besoin de recherche pour y remédier. Les

politiques de diversification et la construction de bassins de rétention d'eau ont été abordées comme des stratégies pour renforcer la résilience en Haïti.

En ce qui concerne la phase 2 du projet SAGA, il a été recommandé de la mettre en cohérence avec les ministères de l'Environnement. L'animation de cette phase devra inclure une nouvelle stratégie alimentaire et un renforcement des capacités des collectivités territoriales. Il a été suggéré de soutenir davantage les communautés territoriales plutôt que de se concentrer uniquement sur le parlement, en favorisant la gestion des communes par les mairies. Un appui spécifique sur cet aspect est nécessaire pour assurer le succès de ces initiatives.

Enfin, la problématique de la production en Côte d'Ivoire a été abordée, avec un constat de manque de moyens pour collecter des données météorologiques précises. Il a été souligné qu'il est essentiel d'équiper davantage de stations météorologiques. La modélisation a été considérée comme utile, mais nécessitant un minimum d'information. En conclusion, la collecte de données a été identifiée comme un aspect crucial pour garantir l'efficacité de toutes les mesures d'adaptation.

Lors de la discussion, l'UPA-DI a soulevé l'importance de l'agroforesterie en lien avec la question de l'eau. Ils ont noté que cette approche était déjà mentionnée dans toutes les présentations des pays, ce qui est positif. Cependant, concernant l'objectif ambitieux de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de 30 percent d'ici 2030 en Côte d'Ivoire (question d'atténuation), des interrogations ont été exprimées quant à la façon d'atteindre cet objectif et quels secteurs contribuent le plus aux émissions de GES.

M. Bernoux a partagé ses réflexions et questions pour les trois pays. Il a noté que les présentations étaient très bonnes et que les points soulevés étaient partagés, mais il a averti qu'il ne fallait pas avoir des attentes démesurées pour SAGA 2, qui ne peut pas tout couvrir. Il a proposé de réfléchir aux forces et à la valeur ajoutée du projet SAGA 2, ainsi que de ne pas se disperser dans les enjeux et les attentes. Martial a souligné l'importance de mener une phase de réflexion et d'analyse pour déterminer la valeur ajoutée du projet SAGA 2, en tenant compte des contraintes budgétaires. Il a insisté sur l'étude des synergies entre les projets FAO dans les pays et l'identification des points importants et des avantages comparatifs du projet SAGA.

En réponse à l'intervention de M. Bernoux, le ministère de l'Environnement du Sénégal a souligné la nécessité de concrétiser les études réalisées en élaborant des projets concrets à partir des résultats de SAGA phase 1. Ils ont également exprimé l'importance de rechercher des financements supplémentaires pour la mise en place de ces projets. Le support sur les Mesures, Rapportage, et Vérification (MRV) a été considéré comme crucial pour mesurer l'impact des projets, en vue de la révision des Contributions Déterminées Nationales (CDN) et des Plans Nationaux d'Adaptation (PNA).

Pour Haïti, la FAO a indiqué que des données climatiques étaient nécessaires pour le suivi du projet SAGA. Une étude entreprise sur le bassin hydrographique du fleuve principal d'Haïti dans le cadre de SAGA 1 n'a pas pu être achevée en raison d'un manque de données. Cependant, Martial de la FAO a exprimé des doutes quant à l'accès à ces données via le Ministère, suggérant qu'elles pourraient être perdues. Il a noté la difficulté à trouver les données manquantes, soulignant la nécessité de trouver une autre solution pour finaliser l'étude prévue.

Le ministère de l'Environnement de Côte d'Ivoire a répondu aux questions de Martial et de l'UPA-DI en mettant en évidence le secteur forestier comme le plus grand émetteur de gaz à effet de serre, représentant 58 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>. L'agroforesterie a été identifiée comme le secteur le plus important pour la mitigation. L'engagement du secteur forestier à planter 3 millions d'hectares, dont 1 million d'hectares d'engagement ferme d'ici 2030, a été souligné pour atteindre l'objectif de neutralité carbone. La forêt est considérée comme un levier essentiel pour cet objectif. Dans le cadre de SAGA 2,

l'axe d'action sera axé sur l'agroforesterie, avec la nécessité de vulgariser ses avantages à l'échelle nationale.

## **Session 2: Présentation des initiatives d'intérêt en vue du projet SAGA 2**

La deuxième partie de la réunion, introduit par M. Bernoux qui a introduit le rationnel derrière SAGA 2, les objectifs, ainsi que la transition de SAGA 1 vers SAGA 2, a été consacrée aux présentations des outils et approches de la FAO. La série de présentations qui ont suivi a permis d'élargir les horizons des participants sur des sujets tels que l'évaluation des performances de l'agroécologie, l'utilisation des sciences comportementales pour le changement, les liens entre l'agriculture, le climat, l'eau, l'énergie et la biodiversité, ainsi que la plateforme mondiale des Champs-écoles de producteurs.

M. Dario Lucantoni, spécialiste en élevage et agroécologie à la FAO, a présenté l'outil d'évaluation des performances de l'agroécologie (TAPE) et ses résultats, en mettant l'accent sur l'Afrique subsaharienne et la sécurité alimentaire. TAPE évalue la durabilité agricole en se basant sur l'agroécologie, utilisant une approche par étapes. Il a été utilisé au Mali pour comparer différents types d'agriculteurs, comme les grandes fermes et les petits exploitants. Les résultats préliminaires d'une analyse transnationale en Afrique ont montré le niveau de transition agroécologique et des corrélations entre les 10 éléments du TAPE et le niveau global de transition agroécologique (score CAET - Caractérisation de la transition agroécologique). La deuxième étape de TAPE mesure l'impact en utilisant 10 critères de performance de base, montrant des effets positifs sur les dimensions économique, environnementale et sociale. Les fermes agroécologiques avancées sont liées à des systèmes alimentaires locaux et au commerce intégré, contribuant à une plus grande diversité nutritionnelle. TAPE a été utilisé en Afrique subsaharienne et au-delà pour évaluer les pratiques agricoles durables.

Les sciences comportementales présentés par Mme Courtney Price, ont été identifiées comme une contribution précieuse pour comprendre les besoins et les freins des agriculteurs, afin de promouvoir des changements durables. Bien qu'il n'existe pas de solution unique pour préserver la mémoire collective, les sciences comportementales offrent des pistes pour résoudre cette problématique complexe.

Mme. Lionelle Ngo-Samnck, spécialiste de programmes à l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), a présenté les initiatives liées au Nexus agriculture-climat-eau-énergie-biodiversité. Des questions ont été posées sur les possibilités de soutien financier et technique du projet Nexus pour les initiatives liées à SAGA. Il a été souligné que des opportunités existent, notamment en termes de financement agricole durable. Les participants ont également échangé sur l'importance d'une approche holistique et intersectorielle pour aborder les enjeux du changement climatique et de la durabilité, en prenant en compte les interactions entre les différents secteurs.

À la suite des présentations, des discussions ont mis en évidence que le projet Nexus offre une opportunité de soutenir davantage Haïti, notamment en lien avec le Fonds vert pour le climat (FVC), pour les projets d'agriculture axés sur l'adaptation. La possibilité de bénéficier d'un soutien financier de Nexus à travers l'Union européenne pour soutenir les projets des jeunes a été avancée par l'IFDD. Une ouverture aux synergies avec SAGA a été encouragée, favorisant ainsi la logique de partenariat et de collaboration. L'outil TAPE, avec sa méthodologie simple et rapide, a été mentionné, pour la récolte d'une grande quantité d'informations en moins de 2 heures. Cette approche "farmer friendly" développée en Amérique latine, basée sur 10 indicateurs de santé du sol, permet de comparer les résultats au niveau mondial. Le Sénégal a partagé sa réflexion sur les jeunes entrepreneurs qui ont généralement suivi des cours sur l'entrepreneuriat et le développement personnel, et, dans le domaine de l'agriculture, le fait que ces aspects cruciaux sont souvent négligés. Les individus peuvent exprimer le désir de changer, mais ils n'ont pas toujours accès aux informations nécessaires pour effectuer ce changement de paradigme, ce qui peut

être indispensable. Ils se demandent si l'approche de TAPE, qui évalue la durabilité en agriculture basée sur l'agroécologie, place le producteur au centre du processus. Pour faire évoluer les politiques et promouvoir l'agroécologie de manière holistique, il est essentiel de briser les silos entre l'agriculture et la foresterie, favorisant ainsi une interconnexion entre le gouvernement, les organisations et les agriculteurs, ainsi qu'entre différents sous-secteurs tels que l'eau, le sol et l'énergie.

Une présentation a été faite par Stefano Mondovi, sur la plateforme globale Champ-école des producteurs de la FAO, mettant en évidence l'évolution de l'approche CEP et son rôle essentiel dans l'adaptation aux changements climatiques. L'importance de mettre à l'échelle les bonnes pratiques agricoles et de promouvoir l'apprentissage entre pairs a été soulignée. Pour répondre aux questions de M. Tallec, M. Mondovi a tenu à spécifier que la plateforme des CEP pastorales est en cours de développement, avec des sessions en ligne prévues en juin. Toutefois, la sécurisation foncière reste un défi majeur, et il est essentiel de renforcer l'approche CEP genre, comme relevé par Carrefour International & APROFES. La formation de coopératives spécifiques peut être une solution pour établir des liens avec les marchés, mais la capitalisation se heurte à des difficultés liées aux problèmes du pays. Malgré ces défis, l'institutionnalisation de l'approche CEP est en cours dans certains pays (i.e. au Sénégal, il y a eu un ancrage institutionnel au niveau de l'Agence nationale pour l'agriculture (ANCAR), ce qui constitue une avancée positive vers une meilleure intégration et durabilité des initiatives pastorales.

En conclusion, cette session a permis des échanges fructueux et des réflexions approfondies sur les priorités nationales, les outils et les approches pour faire face aux défis du changement climatique dans le secteur agricole. Les discussions ont souligné l'importance de soutenir la participation de la société civile, d'améliorer la collecte de données météorologiques précises, de comprendre les comportements des agriculteurs et de favoriser une approche holistique et intersectorielle. Des pistes de collaboration avec le projet Nexus ont été explorées, offrant des opportunités de financement et de soutien technique pour les initiatives liées à SAGA. La réunion a ainsi jeté les bases pour la prochaine phase du projet SAGA, en mettant l'accent sur l'appropriation des résultats, la collaboration entre les acteurs et l'amélioration de la durabilité dans le secteur agricole.

### **Session 3: Groupe de travail. Atelier 2 sur les orientations pour l'élaboration du cadre logique de SAGA 2**

La réunion s'est également penchée sur l'élaboration du cadre logique pour SAGA 2.

Lors de l'atelier de travail du groupe, l'objectif était d'établir les fondements logiques pour SAGA 2, formulé avec des résultats et des directives d'activité en fonction des 4 composantes du projet. Les évaluateurs ont présenté des conseils pour la sélection des indicateurs d'efficacité y le Sénégal a mis en évidence la nécessité d'inclure à la fois des indicateurs quantitatifs et qualitatifs. Les discussions ont porté sur l'importance des études de vulnérabilité et des guides d'adaptation pour influencer les politiques d'adaptation au changement climatique. La nécessité d'apprendre des expériences de la première phase de SAGA pour formuler la deuxième phase a été soulignée, tout en gardant à l'esprit les priorités et centres d'intérêt des gouvernements partenaires. M. Bernoux a été noté que SAGA est un projet innovant, et il est crucial de choisir des indicateurs "SMART" pour mesurer l'impact attribuable au projet. Enfin, la flexibilité dans l'alignement stratégique avec les orientations des gouvernements et la réflexion sur les indicateurs reflétant l'importance du projet ont été soulignées comme des éléments clés pour le succès de SAGA 2.

Les différentes composantes ont été discutées, avec un accent particulier pour la composante 1 (Amélioration des politiques de planification de l'adaptation au changement climatique dans les secteurs agricoles) sur la maximisation de l'impact de SAGA 1 en s'appropriant et en documentant les résultats et

pratiques testées, en utilisant les canaux de communication existants et en partageant les résultats avec les gouvernements pour contribuer à la formulation de politiques et de projets futurs. La nécessité de promouvoir des actions conjointes entre les 6 organisations de coopération internationales québécoises (OCI)<sup>1</sup> et les instituts de recherche, ainsi que d'explorer d'autres moyens de financement, a également été soulignée.

La composante 2 (Renforcement des capacités de la société civile dans les secteurs agricoles) a porté le groupe de travail à souligner qu'il était nécessaire de promouvoir des actions conjointes entre les OCI et les instituts de recherche sur le terrain pour encourager la collaboration proactive. Différents instruments tels que des Mémoires d'Entente (MoU), des Lettres d'Entente (LoA) ou une communauté de pratique élargie ont été évoqués pour faciliter cette coopération. De plus, l'idée d'explorer d'autres moyens de financement pour accéder aux intrants sans recourir aux LoA classiques a été abordée, en s'assurant que les fonds sont utilisés uniquement pour les activités prévues, avec la participation du bureau pays de la FAO et une collaboration tripartite avec le gouvernement et les bailleurs de fonds.

En ce qui concerne la composante 3 (Accroissement des connaissances sur l'adaptation au changement climatique et de leur accès par les populations rurales et agricoles), il a été noté que l'évaluation de la qualité des résultats produits par SAGA 1 est plus importante que la quantité d'activités réalisées. Il a été suggéré de travailler à une échelle plus spécifique pour améliorer la durabilité, en favorisant la collaboration entre chercheurs et vulgarisateurs, tout en considérant l'implication d'autres institutions de vulgarisation pour SAGA 2.

Pour la composante 4 (Sensibilisation, plaidoyer et dialogue pour l'adaptation au changement climatique dans les secteurs agricoles), il a été souligné l'importance de prendre en compte les acteurs des quatre composantes et d'évaluer la pertinence des données en les mettant en contexte socio-économique et environnemental précis. Il a été suggéré de privilégier les cadres et indicateurs existants, tout en utilisant les données pertinentes de la FAO disponibles en ligne pour répondre aux besoins spécifiques d'une région donnée au niveau local.

En somme, la réunion a permis des échanges fructueux sur les priorités nationales, les outils et les approches pour faire face aux défis du changement climatique dans le secteur agricole. Elle a également contribué à l'élaboration du cadre logique pour la prochaine phase du projet SAGA, en mettant l'accent sur l'appropriation des résultats, la collaboration entre les acteurs et l'amélioration de la durabilité dans le secteur agricole.

### Jour 3 : Propositions pour SAGA 2 et Annonce des Gagnants de la Compétition Posters SAGA

Lors de la troisième journée, consacrée principalement aux présentations des propositions pour SAGA 2, les discussions en groupes de travail ont permis de restituer les points clés qui orienteront la mise en œuvre de la deuxième phase du projet.

#### **Session récapitulative**

Mme. Mbodj a ouvert la journée du 24 mars de l'atelier final du projet en résumant les priorités des pays exposés le jour avant et rappelant aux participants les initiatives de la FAO mises en avant, notamment la plateforme mondiale des CEP, l'outil TAPE, et les sciences comportementales, ainsi que les initiatives de l'IFDD avec l'approche Nexus. Elle a rappelé comme les participants ont eu l'occasion de partager leurs

---

<sup>1</sup> Carrefour International (CI), Centre d'étude et de coopération internationale (CECI), Mer et Monde, Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI), Solidarité Union Coopération (SUCO), Union des producteurs agricoles Développement international (UPA DI)

idées et leurs recommandations pour les actions prioritaires du nouveau projet. Plusieurs propositions ont été présentées, et les discussions ont porté sur divers sujets. Les vidéos du terrain (Sénégal et Haïti) ont été partagées, mettant en évidence des initiatives telles que la récupération de l'eau pour l'irrigation des parcelles cultivées par les femmes en Haïti (CECI) et les formations CEP-genre dans le cadre de l'initiative «Si At Fiki» (Mer et Monde) pour améliorer les pratiques agricoles. Ces exemples montrent l'importance de la formation et de la mobilisation communautaire pour renforcer l'agriculture, et ouvrent la voie à de nouvelles opportunités et améliorations dans le cadre de SAGA 2.

Enfin la parole est passé aux évaluateurs et à les groupes de travail pour restituer les résultats des exercices de l'Atelier 1 sur les recommandations de l'évaluation finale et de l'Atelier 2 sur les orientations concernant le cadre logique de SAGA 2, marquant une étape importante dans la réflexion et la formulation des directives d'activité pour la deuxième phase du projet.

### **Session de restitution sur les recommandations de l'évaluation finale du projet**

Mme. Palmieri et M. Ndiaye ont présenté les enseignements tirés du projet SAGA 1, mettant en évidence plusieurs points essentiels. La collaboration avec les OCI s'est avérée cruciale pour le projet, soulignant l'importance d'accroître cette collaboration pour renforcer les actions. Bien que la FAO's Operational Partners Implementation Modality (OPIM) n'ait pas de siège au Sénégal, il reste un partenaire opérationnel majeur, nécessitant des accords bilatéraux pour renforcer leur coopération. Former une masse critique d'acteurs institutionnels et de chercheurs est une priorité du projet afin d'améliorer la qualité des actions sur le terrain. Des mesures de soutien sont indispensables pour assurer le succès du projet, impliquant une utilisation efficace des LoA et un soutien continu de la communauté des pratiques. La composante recherche et conceptualisation est essentielle, favorisant la recherche de solutions novatrices pour améliorer les activités sur le terrain et travailler en étroite collaboration avec les décideurs politiques pour élaborer des politiques publiques adaptées. Une forte intégration entre les activités sur le terrain et les autres aspects du projet est également soulignée, nécessitant une coordination étroite pour atteindre les objectifs fixés dans une phase ultérieure.

Lors des discussions sur l'évaluation des résultats préliminaires et les enseignements tirés, la FAO Haïti a recommandé de renforcer la déconcentration administrative pour optimiser l'impact sur les communautés locales en tirant profit des synergies avec d'autres projets en cours. Carrefour International s'est interrogé sur la validation des résultats de recherche et des organisations locales pour SAGA 2, soulignant l'importance de valoriser les améliorations apportées par le travail sur les CEP et d'intégrer une approche sensible au genre. Ils ont souligné l'importance de collaborer étroitement avec les partenaires locaux et les OCI pour évaluer les activités sur le terrain et partager les bonnes pratiques. Le ministère de l'Environnement du Sénégal a mis en avant la nécessité pour SAGA 2 de s'appuyer sur les enseignements de SAGA 1 et de renforcer la communication et la collaboration avec les secteurs transversaux impliqués dans l'agriculture. Le ministère de l'Agriculture du Sénégal a insisté sur l'importance de soutenir les politiques nationales et de se concentrer sur les acteurs clés et les réussites de SAGA 1. Quant à l'UPA-DI, ils ont évoqué l'expérience complexe de l'OPIM dans SAGA 1 et ont recommandé de réfléchir à un autre véhicule pour la communication et le support dans SAGA 2, tout en maintenant une communauté de pratique.

M. Bernoux a demandé des éclaircissements sur la communication interne, son niveau et la forme souhaitée, ainsi que sur la perception de son importance par les bénéficiaires au sein de leurs communautés. Il a aussi requis des clarifications sur la valorisation des données. Le CNSR a souligné les



défis de communication (difficulté à savoir qui a fait quoi entre les différents acteurs de SAGA) et a suggéré d'utiliser une communauté de pratique pour améliorer la situation. SUCO Haïti a mis l'accent sur la responsabilité des partenaires pour la communication interne entre eux. L'évaluatrice, a pu relever le manque de communication entre les différentes composantes de SAGA par les OCI et la nécessité d'organiser plus d'événements d'échange multi-acteurs (44 en total pour la phase 1). Elle a tout à fait reconnu que la communication externe (au public) pour SAGA 1 est bien organisée. FAO Haïti a souligné l'importance de la communication entre les différentes zones d'implémentation ou les pays dans le projet, en recommandant plus d'activités d'échange pour SAGA 2. FAO Sénégal a discuté des défis liés à la représentation gouvernementale constante dans le Comité Technique National. SUCO a souligné l'importance de recommandations nuancées pour les efforts de communication. Le ministère de l'Environnement du Sénégal a soulevé la question de la valorisation des données au niveau national pour impliquer les universitaires. APROFES a partagé des exemples d'échanges efficaces et recommandé plus de visites pour SAGA 2. En conclusion, Mme. Mbodj a résumé la discussion, soulignant la nécessité d'élargir la communauté de pratique avec plus d'acteurs, y compris la recherche, d'organiser des visites d'échange, de définir des orientations complémentaires et d'établir une plateforme de dialogue inclusive.

M. Ndiaye, l'évaluateur, a fait part de ses réflexions sur l'évaluation du projet et les discussions des participants avec un ton positif. Il a souligné l'importance de tirer des enseignements de nos erreurs passées, comme le manque d'évaluation dans deux pays, pour apporter les corrections nécessaires. Il a mis l'accent sur la nécessité d'une communication bien organisée, multi locale et impliquant plusieurs acteurs, notamment le gouvernement, la recherche sur les résultats concrets, afin de les intégrer efficacement dans les politiques publiques. Il a encouragé la création de collaborations et de synergies avec d'autres partenaires pour maximiser l'impact et la réussite du projet. Il a également mis en avant l'importance de renforcer les capacités des organisations, de capitaliser sur les bonnes pratiques et de promouvoir l'inclusivité de genre pour des résultats améliorés du projet. Avec enthousiasme, il a proposé d'explorer la capitalisation externe au-delà de la FAO et de tisser des liens solides avec des initiatives telles que le South-South.

### **Session de restitution sur les orientations concernant le cadre logique de SAGA 2**

Lors de la présentation du groupe 1, les participants ont recommandé l'inclusion des jeunes à travers la deuxième composante du projet. Ils ont discuté de l'utilisation des fonds relatifs ou des fonds levier comme moyens pertinents pour soutenir les jeunes et les femmes dans leurs projets. La principale question soulevée était de savoir comment obtenir des fonds levier via une LoA. M. Bernoux a partagé que des options de financement spécifiques sont disponibles pour les jeunes entrepreneurs, sous forme de subventions individuelles ou de groupe, avec un processus de sélection réussi testé lors du Hackathon du projet SCALA dédié aux jeunes. Cac-miel a souligné l'importance d'impliquer activement et de sensibiliser les jeunes, ainsi que de clarifier qui sera responsable de l'activité, que ce soit une OCI, la FAO ou le gouvernement. SUCO Haïti a suggéré la formation d'une communauté de suivi pour intégrer les jeunes, en se questionnant sur la manière de rendre les activités des OCI plus attrayantes pour les jeunes des zones rurales. Le ministère de l'Environnement (Sénégal) a mis l'accent sur la formation des jeunes dans l'entrepreneuriat agricole et la gestion des infrastructures pour les retenir dans la communauté. Enfin, ISRA a évoqué l'impact de l'immigration des jeunes sur les comportements et les croyances, tandis que CNSR a encadré les jeunes qui ont choisi l'agriculture en les accompagnant dans la réalisation de leurs idées.

Le groupe 2 a recommandé la réplication des formations en utilisant l'effet cascade et la formation en masse. Dans la discussion, les participants ont mis en avant la valeur morale du remboursement en encourageant l'adhésion morale et l'association dans le groupe. Ils ont également souligné l'importance de ne pas se concentrer uniquement sur l'argent comme motivation pour éviter les problèmes liés à la gestion d'un portefeuille de projets financés par différents bailleurs de fonds. Ainsi, ils ont suggéré de trouver d'autres moyens pour encourager la réussite des projets.

Le groupe 3 a recommandé de vulgariser les résultats de la recherche pour les rendre accessibles à tous en construisant un lien entre la recherche et son application pratique. Ils ont proposé de dupliquer les partenaires de vulgarisation et d'allouer un budget spécifique à cette tâche dans la planification budgétaire. Dans la discussion, des idées ont été échangées pour améliorer la diffusion des résultats de la recherche. M. Bernoux a suggéré que le gouvernement prenne en charge la vulgarisation de la recherche et transfère ensuite les informations aux producteurs, en utilisant des outils adaptés au terrain. Mme. Palmieri a souligné l'importance d'identifier les bénéficiaires des produits de la recherche et de faciliter leur diffusion dès les premiers stades du processus. Mme. Ndour a mentionné les efforts du Conseil agricole et durable pour impliquer les producteurs dès le début de la recherche. Il a également souligné l'importance de développer des synergies entre les OCI, tant au niveau national qu'international, pour améliorer la diffusion des résultats de la recherche et promouvoir l'adoption de pratiques agricoles durables.

Le groupe 4 a recommandé de favoriser les synergies entre différents types d'acteurs pour faciliter les échanges et les collaborations. Ils ont souligné l'importance de trouver la bonne entité au niveau national pour jouer un rôle clé dans ce processus. De plus, ils ont proposé de créer des liens entre la recherche, la politique et d'autres secteurs pertinents afin de renforcer ces collaborations. Une cartographie claire a été suggérée pour définir le rôle de chaque type d'acteur et identifier d'éventuelles lacunes. Dans la discussion, ils ont noté que trouver un équilibre entre les choix budgétaires et politiques était essentiel, tout en évitant de compromettre les activités par un temps d'échange trop long. L'objectif final est de renforcer et de consolider ces collaborations pour un impact plus durable et positif.

Mme. Palmieri, a réfléchi à toutes les recommandations émises lors de la discussion. Elle a noté qu'il faudrait ajuster les résultats dans le cadre de SAGA 1 et intégrer spécifiquement l'intégration des jeunes et la formation des formateurs dans la composante 2. Elle a également souligné l'importance des synergies et des partenariats transversaux dans toutes les composantes du projet, en particulier en formulant des activités spécifiques de synergies dans la composante 3.

En ce qui concerne l'élaboration du cadre logique de SAGA 2, l'évaluatrice a proposé de regrouper les résultats de la manière suivante :

Composante 1 : Renforcement de l'agriculture et adaptation au changement climatique dans les politiques agricoles, en mettant l'accent sur l'environnement, la biodiversité et la désertification, ainsi que sur le renforcement des synergies.

Composante 2 : Multiplication des formations, inclusion accrue des jeunes et renforcement des synergies.

Composante 3 : Vulgarisation des résultats de recherche et renforcement de l'approche de synergie en formulant des activités spécifiques.

Composante 4 : Mettre davantage l'accent sur les mesures de vulgarisation et la diffusion des résultats, tout en ouvrant des perspectives pour l'appropriation et l'utilisation des résultats de l'évaluation après les trois jours d'échanges avec les différents acteurs.

Selon elle, ces regroupements permettront de mieux organiser les orientations pour SAGA 2 et de renforcer la cohérence et la synergie entre les différentes composantes du projet.

En conclusion, suite aux discussions sur l'évaluation de SAGA 1 et les recommandations formulées, plusieurs points clés ont émergé pour guider la mise en œuvre de SAGA 2. Tout d'abord, il est primordial de renforcer la déconcentration administrative en tirant profit des synergies entre les différents projets en cours pour optimiser l'impact sur les communautés locales. Les partenaires tels que CECI et SUCO ont montré l'efficacité de cette approche dans la réalisation de leurs tâches. Ainsi, la collaboration avec les partenaires doit être poursuivie pour améliorer l'efficacité des actions sur le terrain.

Dans la perspective de SAGA 2, il est important de valider les résultats de recherche et les actions des OCI et des organisations locales à travers leurs activités sur le terrain de SAGA 1. Le travail sur les Champs-Écoles Paysans (CEP) a été une découverte prometteuse, intégrant une approche sensible au genre. Pour SAGA 2, il convient de valoriser davantage cette approche en la partageant avec les partenaires et en l'utilisant pour améliorer les actions sur le terrain. Une évaluation étroite des résultats des partenaires locaux et des OCI permettra de mesurer l'impact réel sur les communautés locales.

Pour assurer la continuité et capitaliser sur les leçons apprises de SAGA 1, il est essentiel de documenter et de partager les bonnes pratiques. Ces partages doivent permettre d'optimiser les résultats de SAGA 2 tout en garantissant une cohérence entre les différentes phases du projet. En s'appuyant sur les expériences d'autres acteurs du domaine, il est possible de consolider les recherches de SAGA 1 et de les mettre à l'échelle pour une plus grande portée.

Au niveau du ministère, un appui aux politiques nationales et une focalisation sur les acteurs clés et les "success stories" de SAGA 1 sont des éléments essentiels pour la réussite de SAGA 2. La communication interne doit également être renforcée, en identifiant les lacunes, en clarifiant les attentes et en utilisant des moyens de communication adaptés pour maintenir une collaboration fluide entre les acteurs.

Les évaluateurs soulignent l'importance d'une communication multilocale et multidimensionnelle, impliquant les OCI, la recherche, le gouvernement et les résultats pratiques pour les intégrer dans les politiques publiques. Pour atteindre les objectifs de SAGA 2, il est recommandé d'établir des synergies d'action avec d'autres bailleurs ou partenaires, de renforcer les synergies avec d'autres projets et d'établir davantage de synergies au sein de la FAO. En capitalisant sur les bonnes pratiques, en renforçant l'approche genre et en améliorant les capacités des OCI, SAGA 2 pourra apporter des solutions durables et concrètes pour l'agriculture face aux défis du changement climatique.

### **Session de clôture**

La dernière partie de l'atelier a été dédiée à l'annonce des gagnants de la compétition posters SAGA, qui visait à stimuler la créativité des partenaires responsables des initiatives sur le terrain. Dans la salle de drapeaux de la FAO, Mme. Mbodj a remercié le premier gagnant: l'initiative «Chaque gouttelette d'eau» de CECI Haïti, qui a salué l'opportunité SAGA et a témoigné que SAGA 2 en Haïti est perçu comme une phase de confirmation des résultats, de consolidation des acquis et de répliation des bonnes pratiques. Le deuxième gagnant annoncé est ISRA, remercié pour son implication dans le projet et la recherche impactante sur la population, contribuant au développement durable face au changement climatique. Les participants les ont félicités pour leurs contributions à la promotion de pratiques agricoles durables. Awa

a clôturé la réunion en exprimant sa gratitude envers tous les participants, et appréciant la diversité des perspectives et expériences partagées lors de l'atelier, qui prépare ainsi les fondations pour SAGA 2 et... SAGA 3. Elle a mis en lumière le rôle essentiel de SAGA 2 dans l'autonomisation des femmes et des communautés sur le terrain. Les leçons apprises de la phase 1 ont été identifiées, et des discussions constructives avec les gouvernements, la FAO, l'IFDD et la plateforme globale CEP et autres acteurs ont orienté les perspectives pour la phase 2. Enfin, Awa a souligné les attentes pour SAGA 2 et la nécessité d'identifier la valeur ajoutée et les forces du projet pour préparer efficacement son cadre logique.

Le gouvernement de Québec a également exprimé ses remerciements envers tous les partenaires et organisations internationales impliquées dans le projet SAGA, ainsi que l'équipe d'évaluation pour leur contribution réfléchie. Le gouvernement s'engage à se concentrer sur les priorités du pays, en trouvant un bon équilibre entre l'application réaliste et théorique pour comprendre les limites des projets. Il se dit satisfait de la collaboration avec la FAO pour SAGA 1 et aspire à accélérer les efforts d'adaptation au changement climatique en promouvant une approche multi-acteurs et le renforcement des dialogues entre les acteurs du terrain, de la recherche de l'ONU et des gouvernements pour SAGA 2. Le Québec valorise toujours ses relations internationales avec divers États francophones, défendant des valeurs d'ouverture, de solidarité internationale, de respect des cultures et d'égalité des genres, notamment dans le contexte agricole en renforçant l'agroécologie, la biodiversité, la gestion de l'eau et l'agriculture.

Ces annonces et mots de clôture marquent la fin de la troisième journée de discussions et d'échanges sur le projet SAGA 2 et l'innovation en matière d'agriculture durable. Les recommandations et les orientations définies lors de ces discussions seront essentielles pour façonner les actions futures et maximiser l'impact du projet SAGA 2.

## CONCLUSIONS

L'atelier de clôture du projet SAGA, qui s'est tenu à Rome du 22 au 24 mars 2023, a rassemblé les représentant(e)s des organisations partenaires pour présenter les résultats phares, partager les expériences et échanger sur les leçons apprises. Cet événement a également été l'occasion de discuter des orientations de la phase 2 du projet, qui débutera à la mi-2023 pour une durée de trois ans en Haïti, au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Les objectifs de l'atelier étaient de discuter des principaux résultats et leçons apprises du projet SAGA, de présenter et valider les résultats préliminaires de l'évaluation finale, et de formuler des recommandations pour la phase 2 du projet (SAGA 2).

L'atelier a permis de mettre en évidence plusieurs points importants issus des discussions. Tout d'abord, le projet SAGA a été salué pour son cadre de partenariat innovant, réunissant le gouvernement du Québec, des partenaires internationaux et des partenaires locaux. La participation inclusive de divers groupes et acteurs a permis de renforcer les capacités d'adaptation des petits agriculteurs, de mieux prendre en compte les savoirs locaux, de promouvoir une gouvernance inclusive, de sécuriser les zones maraîchères et d'autonomiser les femmes. L'approche multi-acteurs du projet SAGA a également démontré l'importance de la participation communautaire dans les processus nationaux de planification de l'adaptation, en garantissant la prise en compte des besoins réels des groupes impliqués et en assurant la durabilité et la mise à l'échelle des activités. L'atelier a souligné la nécessité de poursuivre les efforts de vulgarisation de la recherche auprès des décideurs politiques pour assurer une meilleure traduction des connaissances scientifiques en mesures politiques concrètes.

L'évaluation de la première phase du projet a été préliminairement présentée par les évaluateurs, qui ont partagé la méthodologie, les outils utilisés, ainsi que les constatations initiales et les enseignements tirés de la mise en œuvre. Ces constatations ont servi de base pour la formulation de recommandations en vue de la phase 2 du projet. Les participants ont souligné l'importance de renforcer et d'étendre les approches

et pratiques pertinentes identifiées lors de la première phase, telles que l'intégration de l'approche genre dans les champs-écoles des producteurs et la collaboration avec les antennes régionales des ministères et les élus locaux. Il a été souligné la nécessité de documenter et de partager les bonnes pratiques afin de bénéficier à l'ensemble des acteurs impliqués. Une réflexion sur la pertinence et les modalités de la communication interne entre les différents types d'acteurs a également été proposée.

En conclusion, l'atelier final du projet SAGA a permis de dresser un bilan de la première phase du projet et d'établir des bases solides pour la phase 2. Les échanges entre les acteurs ont été essentiels pour mettre en avant les résultats, les enseignements et les limites du projet. Plusieurs actions à poursuivre ou à renforcer ont été identifiées, telles que l'accès à des données fiables et leur applicabilité sur le terrain, la vulgarisation de la recherche auprès des décideurs politiques, le renforcement des capacités, l'accès à la finance, le renforcement des espaces de dialogue et de concertation, ainsi que la capitalisation et l'ancrage du projet.

La phase 2 du projet SAGA devra capitaliser sur les acquis de la première phase afin de générer des changements positifs plus importants, en impliquant notamment les jeunes. L'autonomisation des femmes, des communautés et des partenaires sur le terrain jouera un rôle clé pour assurer une action indépendante et durable au-delà de la période de mise en œuvre du projet. L'élaboration de la phase 2 s'appuiera sur les résultats et les forces identifiés lors des trois jours d'échanges de l'atelier, avec des attentes raisonnables quant aux résultats qui peuvent être atteints. Le projet SAGA 2 sera un projet aux ressources définies, avec un budget de 5 millions de dollars américains, s'étendant sur trois pays (Côte d'Ivoire, Haïti, Sénégal) et impliquant une diversité d'acteurs et de perspectives.

## ANNEXE I : PROGRAMME DE L'ATELIER

### Jour 1: Mercredi 22 mars 2023

Heure	Session	Facilitateur	Lieu	
8:30-9:30	<i>ENREGISTREMENT</i>			
9:30-10:30	Session d'ouverture	<p>Mots d'ouverture (30 min)</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- M. Zitouni Ould-Dada, Directeur adjoint, Bureau du changement climatique, de la biodiversité et de l'environnement (OCB), FAO</li> <li>- M. Marteen De-Groot, Représentant permanent adjoint du Canada à Rome</li> <li>- M. James Cadet, Ministre de l'Environnement d'Haïti (<i>vidéo – à confirmer</i>)</li> <li>- M. Boubacar Dramé, Conseiller Technique, Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural et de la Souveraineté alimentaire du Sénégal</li> <li>- Mme Jeannine Kouassi, Directrice de la Planification, de la Programmation et du Financement, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural de la Côte d'Ivoire</li> <li>- M. Bernard Denault, Directeur, Organisations et Forums Internationaux, Ministère des Relations Internationales et de la Francophonie du Québec</li> </ul> <p><u>5 min</u> / Intervenant</p>	Martial Bernoux (OCB, FAO)	<i>Plénière - King Faisal</i>
		<p>Présentation sur l'aperçu du projet SAGA et les principales réalisations (20 min)</p> <p>Intervenant: Martial Bernoux, Coordonnateur du projet SAGA et Senior Natural Resources Officer (OCB, FAO)</p>		
		<p>Projection vidéo sur le projet <i>SAGA au Sénégal et en Haïti</i> (5 min)</p>		
10:30-11:00	<i>PAUSE-CAFÉ</i>			
11:00-11:15	Session d'introduction	<p>Brise-glace (15 min)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Introduction des participants</li> <li>- Définition des groupes de travail pour les sessions à venir</li> </ul>	Awa Mbodj (OCB, FAO)	<i>Flag Hall</i>
11:15-11:30		<p>Introduction à l'atelier final du projet SAGA (15 min)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Objectifs</li> <li>- Programme</li> <li>- Aspects pratiques</li> </ul>		<i>Flag Hall</i>

11:30-12:30	Session de posters (60 min) <ul style="list-style-type: none"><li>- Exposition de photos et présentation des posters par les partenaires de mise en œuvre SAGA</li></ul>	<i>Flag Hall</i>
-------------	--	------------------

12:30-13.30	PAUSE-DÉJEUNER			
13:30-15:05	Session - SAGA Highlights	<p>Introduction à la session : panel de discussion thématique avec les partenaires de mise en œuvre SAGA (5 min)</p> <hr/> <p>Panel 1. Aborder les questions de genre dans les systèmes agroalimentaires (20 min)</p> <p>Organisations intervenantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Carrefour International &amp; APROFES</li> <li>- SOCODEVI &amp; Cac-Miel</li> <li>- Mer et Monde</li> <li>- CECI Sénégal &amp; FAFD</li> </ul> <p>Question du panel (4 min / paneliste) :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Comment vous avez intégré la prise en compte de l'approche genre, ou l'autonomisation des femmes dans votre initiative? Donnez-nous un exemple concret?</li> <li>2. Quels sont les freins ou défis que vous avez rencontré dans la mise en œuvre de l'initiative (avec les groupements de femmes)?</li> <li>3. Quels sont les leviers que vous avez utilisés?</li> </ol> <p>Questions - Réponses (10 min)</p> <hr/> <p>Panel 2. Restaurer et préserver nos écosystèmes pour la sécurité alimentaire (20 min)</p> <p>Organisations intervenantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- UPA-DI &amp; CNCR</li> <li>- SUCO Sénégal &amp; GRAIM</li> <li>- SUCO Haïti</li> <li>- CECI Haïti</li> </ul> <p>Questions du panel (4 min / paneliste) :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Comment avez-vous réussi à engager l'ensemble des acteurs autour de vos initiatives respectives ?</li> <li>2. Quels conseils et recommandations pouvez-vous donner la durabilité et pour la mise à l'échelle cette approche/initiative ?</li> </ol> <p>Questions - Réponses (10 min)</p>	Ndèye Yacine Badiane Ndour (FAO)	<i>Plénière</i>



		<p>Panel 3. Scénarios d'adaptation et compromis (20 min)</p> <p>Organisations intervenantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Institut sénégalais de Recherches agricoles</li> <li>- Université Laval</li> <li>- Université McGill</li> <li>- Direction de l'Environnement et des Établissements classés, Ministère de l'Environnement et du Développement durable et de la Transition écologique du Sénégal</li> </ul> <p>Questions du panel (4 min / paneliste) :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Dans votre domaine de recherche respectif, quelles sont selon vous des stratégies efficaces d'adaptation pour informer et outiller les décideurs politiques, a moyen et long-terme ?</li> <li>2. Que pensez-vous des stratégies proposées par les institutions de recherches ?</li> <li>3. Quels sont les compromis possibles ?</li> </ol> <p>Questions - Réponses (10 min)</p>		
15:05-15:30	<i>PAUSE-CAFÉ</i>			
15:30-17:00	Session sur l' évaluation	Présentation sur l'évaluation finale et les conclusions préliminaires (20 min)  Intervenants: Natascia Palmieri & Saboury Ndiaye, Évaluateurs du projet SAGA	Natascia Palmieri  Saboury Ndiaye  (Evaluateurs externes)	<i>Plénière</i>
		Questions - Réponses (10 min)  Atelier 1 sur des recommandations ciblées pour l'évaluation finale du projet SAGA (60 min)		<i>Groupes de travail</i>
17:00-17:15	Synthèse du jour 1		Martial Bernoux (OCB, FAO)	<i>Plénière</i>

Jour 2: Jeudi 23 mars 2023

Heure	Session	Facilitateur	Lieu	
8:30-9:15	<i>ACCUEIL DES PARTICIPANTS</i>			
9:15-9:25	Session d'intro	Récap du Jour 1 et objectifs du Jour 2 (10 min)	Awa Mbodj (OCB, FAO)	<i>Plénière</i>
9:25-10:30	Session pays	Présentations : Comment le projet SAGA a-t-il répondu à des priorités nationales en matière d'adaptation aux changements climatiques dans l'agriculture et quelles inflexions pour la phase 2 (45 min)	Fabien Tallec (FAO)	<i>Plénière</i>
		Intervenants: <ul style="list-style-type: none"> <li>- M. Jean Rival, Consultant national, Point focal du projet SAGA en Haïti, FAO</li> <li>- M. Boubacar Dramé, Conseiller Technique, Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement Rural, et de la Souveraineté alimentaire du Sénégal</li> <li>- M. Lamine Diatta, Chargé de Programmes, Ministère de l'Environnement, du Développement durable et de la Transition écologique du Sénégal</li> <li>- Mme Jeaninne Kouassi, Directeur de la Planification, de la Programmation et du Financement (DPPF) Ministère d'État, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural</li> <li>- M. Eric-Michel Assamoi, Directeur des changements climatiques, Ministère de l'Environnement et du Développement durable de la Côte d'Ivoire</li> </ul> <u>15 min</u> par pays		
		Questions - Réponses (15 min)		<i>Plénière</i>
10:30-11:00	<i>PAUSE-CAFÉ</i>			
11:00-12:00	Session SAGA 2 et	Présentation du rationnel derrière SAGA 2 et de la feuille de route (10 min)  Intervenant: Martial Bernoux	Martial Bernoux (OCB, FAO)	<i>Plénière</i>

		<p>Présentation des initiatives d'intérêt en vue du projet SAGA 2 (30 min):</p> <p>Présentation sur l'outil Évaluation des Performances de l'Agroécologie (TAPE) et ses résultats avec un focus sur l'Afrique subsaharienne et la sécurité nutritionnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dario Lucantoni, Spécialiste en élevage et en agroécologie, FAO</li> </ul> <p>Présentation sur le travail de la FAO sur les sciences comportementales</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Cortney Price, Expert en sciences comportementales, FAO</li> </ul> <p>Présentation sur les initiatives de l'IFDD, notamment sur le Nexus agriculture-climat-eau-énergie-biodiversité</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lionelle Ngo-Samnack, Spécialiste de programmes, Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD)</li> </ul> <p><u>10 min</u> par intervenant</p>		
		Questions - Réponses (20 min)		
12:00-13:00	<i>PAUSE-DÉJEUNER</i>			
13.00-13.20		<p>Présentation sur la Plateforme globale Champ-école des producteurs de la FAO</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Stefano Mondovi, Spécialiste en agriculture, FAO</li> </ul> <p><u>10 min</u> par intervenant</p>	Martial Bernoux (OCB, FAO)	<i>Plénière</i>
		Questions - Réponses (10 min)		
13:20-15:00	Atelier	Atelier 2 sur les orientations pour l'élaboration du cadre logique de SAGA 2	Natascia Palmieri (OCB, FAO)	Groupes de travail
15:00-15:30	<i>PAUSE-CAFÉ</i>			
15:30-16:45	Atelier	Atelier 2 sur les orientations pour l'élaboration du cadre logique de SAGA 2 (suite)	Natascia Palmieri (OCB, FAO)	Groupes de travail
16:45-17:00	Synthèse du Jour 2		Awa Mbodj (OCB, FAO)	<i>Plénière</i>

17:15-18:30	Rafraichissements au 8e étage		
-------------	-------------------------------	--	--

### Jour 3: Vendredi 24 mars 2023

Heure	Session		Facilitateur	Lieu
8:30-9:15	<i>ACCUEIL DES PARTICIPANTS</i>			
9:15-9:30	Session d'intro	Récap du Jour 2 et objectifs du Jour 3 (15 min)	Awa Mbodj (OCB, FAO)	<i>Plénière</i>
9:30-10:30	Session de restitution	Restitution des groupes de travail (30 min)	Nataschia Palmieri (OCB, FAO)	<i>Plénière</i>
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Atelier 1 sur les recommandations de l'évaluation finale</li> <li>- Atelier 2 sur les orientations concernant le cadre logique de SAGA 2</li> </ul>		
		Questions - Réponses (30 min)		
10:30-11:00	<i>PAUSE-CAFÉ</i>			
11:00-12:00	Session de restitution	Restitution des groupes de travail (30 min)	Nataschia Palmieri (OCB, FAO)	<i>Plénière</i>
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Atelier 1 sur les recommandations de l'évaluation finale</li> <li>- Atelier 2 sur les orientations concernant le cadre logique de SAGA 2</li> </ul>		
		Questions - Réponses (30 min)		
12:00-12:30	Session de clôture	Synthèse du Jour 3 (15 min)	Martial Bernoux (OCB, FAO)	<i>Plénière</i>
		Mots de clôture		
		Intervenants: <ul style="list-style-type: none"> <li>- M. Bernard Denault, Directeur - Direction des organisations et des forums internationaux, MRIF</li> <li>- M. Zitouni Ould-Dada, Directeur adjoint, Directeur adjoint, Bureau du changement climatique, de la biodiversité et de l'environnement (OCB), FAO (<i>à confirmer</i>)</li> </ul>		
		<u>7 min</u> / intervenant		
12:30-13:30	<i>PAUSE-DÉJEUNER</i>			

## ANNEXE II : LISTE DES PARTICIPANTS

Alimatou BADJI	<a href="#">Association pour la promotion de la femme sénégalaise (APROFES)</a>
El Hadji Babacar SAMB	Carrefour international
Mamadou LEYE	<a href="#">Centre d'étude et de coopération internationale (CECI)</a>
Robens ANDRECY	<a href="#">Centre d'étude et de coopération internationale (CECI)</a>
Ousseynou KÂ	<a href="#">Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR)</a>
Corotimy DIARRA	Coopérative agroalimentaire de la Casamance (CAC-Miel)
Marteen DE GROOT	Représentation du Canada à Rome
Pierre-Émile LAROSE	Délégation du Québec à Rome
Maurice KONAN BRO	FAO Côte d'Ivoire
Jean RIVAL	FAO Haïti
Fabien TALLEC	FAO Haïti
Ndeye Yacine BADIANE NDOUR	FAO Sénégal
Mohamed Langston Gora DIAGNE	FAO Sénégal
Oumar DIACK	Fédération des associations du Fouta pour le développement (FAFD)
Abe Yapo Eric Michel ASSAMOI	Ministère de l'Environnement et du Développement durable de la Côte D'Ivoire
Adjoua Jeaninne KOUASSI	Ministère de l'Agriculture et du Développement rural de la Côte D'Ivoire
Lamine DIATTA	<a href="#">Ministère de l'environnement et du développement durable (MEDD)</a>
Jean-Pierre FAYE	<a href="#">Groupe de recherche et d'appui aux initiatives mutualistes (GRAIM)</a>
Adama FAYE	<a href="#">Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA)</a>
Cecile MARTIN-PHIPPS	Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD)
Christelle Nickie ASSOGBA	<a href="#">Mer et Monde</a>
Bernard DENAULT	Ministère des Relations Internationales et de la Francophonie du Québec
Rachel LÉVESQUE	Ministère des Relations Internationales et de la Francophonie du Québec
Frédérique THOMAS	<a href="#">Société de Coopération pour le Développement International (SOCODEVI)</a>
Geneviève TALBOT	<a href="#">Solidarité union coopération (SUCO)</a>
Julie POTVIN-LAJOIE	<a href="#">Solidarité union coopération (SUCO)</a>
Melanie MOREL	<a href="#">UPA Développement international (UPA DI)</a>
Alain OLIVIER	<a href="#">Université Laval</a>
Patrick CORTBAOUI	<a href="#">Mcgill University</a>
Boubacar DRAMÉ	<a href="#">Ministère de l'agriculture et de l'équipement rural (MAER)</a>
Saboury NDIAYE	Spécialiste en évaluation - FAO
Natascia PALMIERI	Spécialiste en évaluation - FAO
Rebecca ABI KHALIL	FAO
Catherine GAUTHIER	<a href="#">Université Laval</a>
Lionelle NGO-SAMNICK	Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD)
Martial BERNOUX	FAO
Ismahane ELOUAFI	FAO

Zitouni OULD-DADA	FAO
Giulia STANCO	FAO
Alessandro SPAIRANI	FAO
Lucia MORO	FAO
Awa MBODJ	FAO
Clara PROENCA	FAO
Etienne DRIEUX	FAO
Amalia Daniela RENOSTO	FAO
Giulia MICHELI	FAO
Federica BRUNORI	FAO